

Financiarisation de l'économie



Daide Gallo Lassere

La financiarisation de l'économie consiste dans le primat des intérêts financiers sur les intérêts industriels. Cette alternance - récurrente au cours du développement capitaliste - est riche de retombées de différentes natures, qui vont du monde du travail et de l'entreprise jusqu'à la sphère politique.

D'après Giovanni Arrighi^[1], la financiarisation de l'économie est apparue à plusieurs reprises au cours de l'histoire. Celle-ci se caractérise par le **primat des intérêts financiers sur les intérêts industriels**, lequel se manifeste, par exemple, dans le fait qu'une part considérable des hauts profits que les restructurations des entreprises arrivent à engendrer est redistribuée aux actionnaires plutôt que d'être réinvestie. L'écart de

pourcentage par rapport à l'ancien régime d'accumulation – où la plupart des profits étaient réinjectés dans le circuit productif afin d'assurer son extension – constitue un indicateur de la dimension actuelle du processus de financiarisation ; il permet de mesurer statistiquement sa portée, le « devenir-rente du profit »^[2]. Loin d'être une simple excroissance qui parasite le capital prétendument réel, **la montée en puissance du capital financier marque le passage d'un régime global d'accumulation à un autre**, chacun desquels est défini par la contrainte monétaire dominante, le type de rapport salarial prépondérant, l'organisation de la concurrence, la modalité d'adhésion au système international, la forme de l'État, etc. Les expansions financières – et les crises sur lesquelles elles débouchent – représentent le moment de déchéance du vieux « cycle systémique d'accumulation » et la préparation de l'accouchement du nouveau. Chaque cycle est alors inauguré et, à la fois, achevé par de fortes vagues de financiarisation, qui, entre-temps, donnent lieu à un moment d'extension des commerces et de la production économique. Par-delà le flirt mal dissimulé avec un déterminisme historiciste, les analyses d'Arrighi mettent au jour comment **la financiarisation représente un phénomène récursif dans la longue durée du capitalisme**, même si elle intervient toujours selon des configurations originales. Or, la dernière vague de financiarisation de l'économie remonte à la crise du début des années 1970.

La crise des années 1970 et la nouvelle vague de financiarisation.

En effet, sous le capitalisme, c'est toujours à travers les crises que se produit la succession des rapports sociaux qui hégémonisent une période ; **c'est par le biais des crises que s'annonce toujours la transition d'un régime d'accumulation à un autre**, que se produit la conversion d'un mode de régulation à un autre. Or, c'est entre 1968 et 1973 que le volume absolu et relatif des profits a chuté drastiquement. La cause *décisive* de cette baisse est liée à l'ingouvernabilité croissante des processus de (re)production ; à la diffusion et au durcissement des luttes sociales^[3]. La financiarisation de l'économie qui a répliqué à ces phénomènes a certes servi à rattraper les marges de gain perdus entre la fin des années 1960 et le début des années 1970, mais elle a surtout contribué à réaffirmer le commandement capitaliste sur le cycle productif, tout en reconfigurant la « composition de classe » et, plus globalement, les rapports sociaux de l'époque. Si, d'un côté, l'insoumission ouvrière exprimée par les revendications d'autonomie et d'augmentations salariales a aussi été domptée à travers la métabolisation détournée d'une partie des aspirations d'émancipation, de l'autre, **la finance a graduellement conquis le devant de la scène, en promouvant des révolutions radicales à l'intérieur de l'entreprise, en soutenant les innovations technologiques et en bouleversant les relations sociales antérieures, *in primis* au sein du monde du travail**. Elle s'est ainsi révélée une arme déterminante pour les transformations sociales des quarante dernières années, tant dans le travail de sape du vieux régime d'accumulation et de régulation que dans le façonnement du nouveau. Les désordres monétaires et financiers de l'époque ont donc été explicitement exploités pour apaiser la conflictualité et pour réimposer le contrôle du capital sur les antagonismes suscités par la reproduction sociale et économique. En ce sens, on peut affirmer que **les changements survenus dans la sphère monétaire et financière ont manifesté une forte composante politique et institutionnelle correspondant à une projectualité contre-offensive, que l'on peut qualifier de « révolution d'en haut »**.

Le rôle stratégique du crédit.

En particulier, c'est la fonction de crédit de la monnaie qui a exercé un rôle stratégique de premier plan, capable d'articuler de manière efficace rationalité économique et intérêts de classe. Les différences d'accès à la monnaie sous forme de crédit modulent – par définition – la segmentation sociale : ceux qui arrivent à disposer de la monnaie se retrouvent d'emblée sur un autre échelon par rapport à ceux qui n'y ont pas droit ; l'octroi du crédit, son volume et les taux auxquels il est concédé représentent une source indéniable

d'inégalités. C'est pour cela que **les politiques monétaires et de crédit non seulement participent à la reproduction des asymétries de pouvoir, mais qu'elles revêtent aussi une fonction cruciale dans les métamorphoses qualitatives qui touchent au mode de production.** Avec la dématérialisation définitive de la monnaie décrétée en 1971 par la fin de la convertibilité en or, les élites ont ainsi pu agir de façon démiurgique, en créant *ex nihilo* les quantités d'argent qui répondaient le mieux à leurs exigences (à elles) et les introduire dans la circulation. A partir de la fin des années 1970, la montée progressive des taux d'intérêt a en fait entraîné une **tension croissante sur le marché du crédit**, tension qui, d'un côté, a **exacerbé la concurrence entrepreneuriale** en forçant la poursuite de l'innovation organisationnelle et technologique et, de l'autre, a encouragé le **déroutement de l'épargne vers les circuits financiers**. Ces deux facteurs sont à la base de l'asservissement direct des subjectivités (lire : domination dure et simple) et de leur assujettissement (lire : acceptation indirecte de la subordination) aux nouvelles lois économiques. Ils représentent les deux faces d'une même médaille. En effet, de même que **les prestations de travail requièrent de plus en plus la participation active des facultés humaines** les plus spécifiques aux diktats de la production du profit (langage, capacités relationnelles, etc.), **le revenu doit être de plus en plus assimilé et valorisé à l'intérieur des circuits financiers** (assurances vie, fonds de pension, etc.). La subsomption totale de la vie au capital s'est donc développée en parallèle avec les transformations monétaires et le dépassement de la crise du régime d'accumulation keynésien-fordiste qu'elles ont contribué à entraîner.

Reconfiguration du monde du travail et régression sociale

Ce qui est encore plus important, toutefois, c'est que l'extorsion majeure au niveau planétaire de plus-value absolue et relative à laquelle on a assisté au cours de ces dernières décennies a reconfiguré le monde du travail tout entier, donnant lieu, d'un côté, à de **nouvelles formes d'(auto)exploitation**, et, de l'autre, en **redessinant les lignes de la division sociale et internationale du travail**, avec ses discriminations matérielles de genre et de race. **C'est par le biais de cette lutte féroce contre les travailleurs.es et leurs droits sociaux que le capital a su retrouver la vigueur perdue et relancer (même si gauchement) son mouvement.** Or, la globalisation financière et le caractère de plus en plus envahissant de la monnaie dans nos vies quotidiennes – le devenir-monde de l'argent et le devenir-argent du monde – ont farouchement condamné toute tentative de s'acheminer à la recherche de la régulation perdue. Si pour un certain laps de temps, la financiarisation de la consommation, de l'épargne et des moyens de reproduction (logement, éducation, santé, retraite) a permis de garder (presque) inchangés les niveaux de vie des couches moyennes et inférieures, en engendrant un « effet richesse » qui a ravitaillé le développement néo-capitaliste, l'« inclusion différentielle » des individus dans cet univers biopolitique, leur subsomption grandissante à la finance, a déterminé un accroissement épouvantable des endettés, des précaires et des *working poor*. D'un côté, **tout un ensemble de sphères correspondant à des besoins sociaux primaires se trouve de plus en plus intégré aux circuits financiers**, qui ont progressivement colonisé la vie quotidienne de tout un chacun. De l'autre, **le nombre même de personnes directement impliquées dans les affaires financières s'est énormément accru dans les deux dernières décennies.** Ce sont notamment les « subalternes » qui ont fait l'objet des soins particuliers de la part de la finance avant de s'y trouver absorbés. Loin de donner lieu à une prétendue démocratisation du crédit, ce phénomène a transformé l'*american dream* en cauchemar. **La titrisation**, c'est-à-dire le *nec plus ultra* de la liquidité rendue possible grâce aux développements des NTIC, à la révolution numérique et à l'utilisation des algorithmes dans les ventes/achats presque instantanées des titres, a **ainsi permis aux flots d'argent provenant des investisseurs du monde entier de se déverser dans les banlieues américaines, en illusionnant des masses de précaires**, minorités ethniques, femmes et toute sorte de sujet économiquement plus faible sur leur droit à l'éducation, à l'assurance-maladie, au logement, etc. Ce qui semblait tout simplement impensable au début du millénaire – une régression sociale aussi aiguë et transversale des conditions de vie des sociétés

occidentales – est bel et bien devenu une désolante réalité[4].

Notes de bas de page :

[1] Giovanni Arrighi, *The Long Twentieth Century*, Verso, Londres et New York, 1994, 400 p. Pour un commentaire en français, cf. <http://danielbensaid.org/Lu-d-ailleurs?lang=fr>.

[2]https://www.researchgate.net/publication/49136937_La_nouvelle_articulation_salaire_profit_rente_dans_le_capitalisme_cognitif.

[3] D'un point de vue historique, on peut repérer d'autres causes aussi (intensification de la concurrence internationale, épuisement des innovations technologiques et organisationnelles du fordisme, rétrécissement des niches de marché des biens de masse, rigidité grandissante des entreprises, immobilité des investissements, longueur des processus décisionnaires, etc.), mais c'est la force croissante du travail coalisé qui a représenté un poids insoutenable pour le capital. D'où l'attaque des salaires directs (pouvoir d'achat), indirects (droits sociaux) et différés (retraite) et des organisations des travailleurs afin de rétablir la suprématie du capital.

[4] Pour une vision d'ensemble, cf. C. Marazzi <http://www.multitudes.net/la-monnaie-et-la-finance-globale/>. Voir aussi le bel échange entre J.-M. Harribey <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-6-printemps-2015/debats/article/la-baudruche-du-capital-fictif> et C. Durand <https://france.attac.org/nos-publications/les-possibles/numero-6-printemps-2015/debats/article/sur-le-capital-fictif> à propos du livre de ce-dernier, *Le capital fictif*, Les prairies ordinaires, Paris, 2014.

Pour citer cet article :